

LE FORCE OUVRIERE HEBDOMADAIRE No 3042 - 22 SEPTEMBRE 2012

UNE RGPP SANS LE NOM?

«Tout n'est pas simplement affaire de point d'indice», insiste Mme Lebranchu, signifiant ainsi que la hausse générale des salaires à travers l'augmentation du point, la base de calcul des salaires de l'ensemble des fonctionnaires, gelée depuis deux ans, ne serait pas le cœur des discussions. Alors que cette revendication est prioritaire pour les agents, lesquels ont perdu 10% de leur pouvoir d'achat en dix ans, le gouvernement joue la montre au risque de décevoir par une absence de réponses concrètes, regrette FO. Mme Lebranchu renvoie en effet les revendications salariales «à une réunion courant octobre sur l'ensemble des rémunérations». Cette réunion englobera le dossier des carrières (des grilles indiciaires) et celui de la mobilité. Les fonctionnaires devront aussi attendre ce rendez-vous pour réitérer leur demande de suppression du jour de carence (jour non rémunéré).

Les fonctionnaires devront aussi attendre ce rendez-vous pour réitérer leur demande de suppression du jour de carence (jour non rémunéré), imposé dans le cadre des arrêts pour maladie depuis janvier 2012. Par ailleurs, s'inquiète FO, si le 15 octobre constitue pour l'instant la seule date fixée pour une prochaine rencontre avec le ministère, la séance pourrait être houleuse. Le bilan de la RGPP sera alors présenté aux syndicats. Or, tandis que le gouvernement semble vouloir mettre un terme à cette politique qui a réduit les moyens des administrations depuis 2007 et induit le non-remplacement d'un agent sur deux partant en retraite, les fonctionnaires FO viennent de découvrir qu'il a concocté cet été, en catimini, deux expérimentations qu'il prévoit de lancer d'ici à la fin de l'année. L'une porterait sur une mutualisation des effectifs des fonctions support (informatique, ressources humaines, gestion...) des préfetures et des directions départementales interministérielles (DDI). L'autre consisterait à regrouper les crédis de personnels des préfetures et des DDI au sein d'un même budget régional. Concrètement, s'indigne FO, cela ressemble fort à une nouvelle réforme départementale de l'État où l'on «supprimerait définitivement le dernier contact entre l'agent et son ministère. Ce serait alors un coin supplémentaire enfoncé dans le statut général de la fonction publique. «Si le gouvernement affirme que la RGPP est stoppée, alors elle ne doit pas continuer d'avancer masquée», indique FO en demandant au gouvernement de se voir à ses projets.